

Le pouvoir aux travailleurs

06 SEP. 95

N° 29

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- NI LES JUMEaux BEDIE-ADO AUJOURD'HUI ENNEMIS, NI GBAGBO NE CHANGERONT LE SORT DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES	2 - 4
- CODE ELECTORAL: MEPRISABLE ET INACCEPTABLE!	5 - 6
- SECTEUR "INFORMEL": UN MOYEN DE SURVIE NECESSAIRE POUR LES PAUVRES	6 - 7
- PRIVATISATION DE LA CAISTAB: CE SERA PLUS DUR POUR LES PAYSANS	7 - 8
- LE GOITRE, MALADIE D'UNE SOCIETE BARBARE	8
- INCENDIE A MARCORY ZONE 4: UN TRAVAILLEUR MORT	9
- "COMPLEXE SPORTIF" D'ADJAME TRANSFORME EN BOUTIQUE	9 - 10
- LES VOIX DE SON MAITRE	10
- LE FPI REPROCHE AU PDCI DE LUI PIQUER SON "PROGRAMME DE GOUVERNEMENT"	10
- BEDIE EST-IL "VIERGE"?	11
- L'EMANCIPATION DES FEMMES FAIT PARTIE INTEGRANTE DE L'EMANCIPATION DE LA SOCIETE TOUTE ENTIERE	11 - 13
- LIBERIA: LE BAL DES VAMPIRES	13 - 15

E

**NI LES JUMENTS BÉDIÉ-ADO
AUJOURD'HUI ENNEMIS,
NI GBAGBO NE CHANGERONT LE SORT
DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES**

La course à la présidence bat son plein, avec ses discours mensongers, ses fausses promesses, ses cohortes de politiciens décidés à conserver leur fromage ou espérant en conquérir un, avec ses journalistes prostitués.

Au grand cirque du PDCI à Yamoussoukro destiné à officialiser sa candidature, Bédié a promis "le progrès pour tous, le bonheur pour chacun". Gbagbo qui sillonne les routes depuis le mois de juin, avait alors promis de "mettre la richesse à la disposition du plus grand nombre possible". Alassane Ouattara est plus avare de promesses, gêné qu'il est par le nouveau code électoral qui laisse encore planer l'incertitude sur sa candidature.

Les promesses ne coûtent rien. Mais il faut être naïf pour croire qu'il sortira quoique ce soit de bon de ces élections pour les travailleurs des villes et des campagnes, pour les chômeurs, pour les paysans pauvres, c'est-à-dire, pour l'écrasante majorité de la population.

Bédié et Ouattara sont aujourd'hui rivaux, mais ils ont été associés au même pouvoir pendant des années. Qui peut croire que l'un ou l'autre de ces hommes, représentants des plus riches de ce pays, riches eux-mêmes, sont le moins du monde préoccupés par le sort des couches pauvres ? L'un a fait carrière et amassé fortune à l'ombre de la dictature et du parti unique ; l'autre s'est contenté de se mettre au service du dictateur vieillissant lorsque ce dernier a fait mine de devenir démocrate. L'un est soutenu par le lobby français, l'autre, par les milieux financiers internationaux, américains en particulier. Voilà leurs différends - le principal étant d'ailleurs qu'ils visent tous les deux le même fauteuil. Quant à Gbagbo, il avait été un opposant à Houphouët, et ce seul fait lui vaut aujourd'hui d'être le chef de l'opposition. Mais son alliance d'aujourd'hui avec Ouattara montre que tous ces gens font partie du même monde. Aucun d'entre eux ne veut même seulement toucher à l'ordre social existant ; cet ordre social où une petite minorité amasse des fortunes colossales pendant que la majorité croupit dans la misère. Ils parlent tous de démocratie - même et surtout ceux qui ont servi la dictature avec le plus de zèle - mais leur démocratie consiste seulement à permettre aux pauvres de cautionner par leurs votes le choix de celui qui va gouverner pour le compte des riches.

Les travailleurs n'ont pas à se passionner pour cette compétition. Leurs intérêts politiques n'y sont pas représentés ni directement ni indirectement.

Les intérêts politiques des travailleurs sont aux

antipodes de ceux de la classe riche que tous les candidats présidentiels défendent.

Est-il normal et juste, du point de vue des intérêts des travailleurs, de trimer pour 1000 frs voire seulement 300 par jour et de considérer comme une chance d'être embauché en fixe dans une entreprise pour 50.000 ou 60.000 frs par mois (le dixième que gagne un travailleur payé au salaire minimum en France)?

Est-il normal et juste de ne pas pouvoir sortir de la misère, même lorsqu'on travaille, et redouter tout le temps de perdre même l'emploi le plus mal payé car lorsqu'on est au chômage, en maladie ou simplement, trop vieux, on n'a plus droit à rien? Est-il normal et juste d'être condamnés aux taudis, aux quartiers sans canalisation, sans eau courante ni électricité; ou, au mieux, vivre entassés à trois ou quatre par pièce? Que l'eau même, l'eau potable soit un privilège inaccessible pour la plupart des familles pauvres?

Est-il normal et juste que l'écrasante majorité des villes et des campagnes n'aient pas droit aux soins, à la santé et que la moindre maladie, le moindre accident soit une catastrophe?

Est-il normal et juste que l'éducation, la culture soient refusées à tant d'enfants de pauvres, et que ces derniers n'aient aucun autre avenir devant eux que de rester pauvres?

Est-il normal et juste de supporter la corruption de l'Etat, de l'administration, de la police, de tous ceux qui disposent d'une autorité quelconque, et d'être rackettés en permanence, même et surtout quand on ne possède rien?

Non, tout cela n'est ni normal, ni juste. Et pourtant c'est cela la vie de la grande majorité de la population.

Alors, l'autosatisfaction de Bédié et ses semblables devant les "progrès de la Côte d'Ivoire" est écoeurante. Pour eux, ça va bien. Mais pour les autres?

Qu'est-ce que ça peut donc faire que les gratte-ciel poussent à Abidjan, et que "le miracle ivoirien" attire les banques, les affairistes, les petits margoulin et les grands pilliers de la planète, si la grande majorité continue à croupir dans la misère?

C'est précisément leur "miracle économique", c'est-à-dire les miraculeuses possibilités d'enrichissement des uns qui est la principale cause de la misère croissante de la majorité. Car à la base de cette possibilité de s'enrichir en Côte d'Ivoire, il y a les bas salaires, continuellement tirés vers le bas encore par la pression du chômage, c'est à dire, par la grande misère de ceux qui n'ont pas de travail. La richesse se nourrit littéralement de la pauvreté. Il y a le pillage des caisses de l'Etat qui fait qu'il ne reste plus d'argent pour les dépenses utiles, pour les hôpitaux, pour les médicaments.

La classe ouvrière et la paysannerie de ce pays sont condamnées à la pauvreté, parce qu'elles ont à porter sur leur

dos, à financer par leur travail, toute une pyramide d'exploiteurs petits et grands. Au-dessus des petits margoulinis qui rackettent les pauvres ou les commerçants qui les volent, il y a la bourgeoisie de ce pays, les dignitaires de cet Etat, qui vivent dans le luxe, dans des villas avec piscine, pendant qu'à deux pas de là, on manque d'eau potable. Ils prêchent au peuple les sacrifices pour bâtir la Côte d'Ivoire de demain, mais eux-mêmes placent l'argent amassé par l'exploitation de leurs propres classes laborieuses dans des banques en France, aux Etats-Unis en Suisse ou ailleurs. Et au-dessus d'eux encore, il y a les grandes sociétés occidentales, ces Bouygues ou ces Boloré, les bailleurs de fonds et actionnaires de ces grandes banques auprès desquelles la Côte d'Ivoire est endettée jusqu'au cou. Et ceux-là peuvent imposer des mesures qui aggravent d'un seul coup la vie de millions de personnes, comme cette dévaluation du franc CFA qui a privé les couches pauvres des villes d'un seul coup de la moitié de leur pouvoir d'achat.

Voilà où nous en sommes. La classe des riches ne fera jamais aux classes laborieuses le moindre cadeau. Voilà pourquoi la seule voie de salut pour ces dernières est de s'organiser pour se défendre, collectivement.

Il y a une autre façon de gérer l'économie. Le pays n'est pas un pays développé, certes, mais il ne manque ni de ressources, ni même d'entreprises, ni surtout de gens capables de travailler. Mais il faut empêcher que leur travail serve exclusivement à l'enrichissement d'une petite couche de riches. Il faut une autre façon de produire, une autre façon de répartir ce qui est produit. Il faut mettre les richesses accumulées par ceux qui les monopolisent aujourd'hui à la disposition de l'ensemble de la société. Il faut recenser les besoins les plus vitaux de la société et orienter la production pour les satisfaire en priorité. Il faut que les usines existantes fabriquent les équipements de base indispensables, même si cela ne rapporte pas de profit, au lieu de produire pour le marché international. Creuser des puits, construire un réseau d'adduction d'eau est à la portée des possibilités économiques du pays ; comme il est à sa portée de construire des écoles et des dispensaires partout. Il est possible de loger tout le monde correctement, à condition que les programmes de construction n'aient pas pour objectif de seulement enrichir quelques affairistes souvent liés au pouvoir. Il est possible tout à la fois d'assurer l'autosuffisance alimentaire pour le pays, l'approvisionnement bon marché des classes laborieuses urbaines en même temps que garantir un revenu correct pour les paysans.

Mais il faudrait éliminer, à tous les stades de la production et de la commercialisation, ceux qui ne servent à rien ni pour l'une ni pour l'autre, mais qui cependant prélèvent à chacun de ces stades un profit sur le travail.

Les classes riches et leurs représentants politiques ne feront jamais cela. Il faudra le leur imposer. Voilà pourquoi les classes laborieuses ont besoin d'une organisation, d'un parti qui représente leurs intérêts politiques et qui soit capable de les conduire au combat contre la classe riche et leurs représentants politiques.

**CODE ELECTORAL :
MEPRISABLE ET INACCEPTABLE!**

A deux reprises ces deux dernières semaines, le Front Républicain a appelé à manifester deux fois contre le code électoral Bédié-Bombet. Il paraît qu'il est déterminé à organiser d'autres manifestations de protestation, jusqu'à ce que le gouvernement cède et modifie le code électoral dans un sens plus acceptable pour l'opposition.

Il y a bien des problèmes, autrement plus importants, qui auraient mérité que l'on organise des manifestations de colère. Par exemple, les multiples augmentations des prix des produits de première nécessité, surtout après la dévaluation, qui rendent la vie de plus en plus insupportable pour les petites gens.

Mais les vrais problèmes que vit la population n'intéressent pas l'opposition. Celle-ci préfère se mobiliser sur des problèmes qui ne donnent pas l'occasion à la population d'exprimer sa colère. Car une manifestation sur des problèmes sociaux risque d'aller plus loin que ne le souhaitent les organisateurs et créer une situation incontrôlable. L'opposition, tout comme le gouvernement, ne veut pas de "désordre". Elle est très soucieuse de "préserver la paix sociale", comme l'a déclaré Alassane Ouattara à la suite de sa récente rencontre avec Konan Bédié.

Cela dit, il y a de quoi être contre le nouveau code électoral. Mais le Front Républicain proteste uniquement

contre un aspect de ce nouveau code: cet article 49 qui empêche ADO, candidat du RDR, de se présenter à la prochaine élection présidentielle.

Cet article 49, illustre, en effet, l'arbitraire avec lequel Bédié coupe et découpe le code électoral pour écarter un de ses adversaires les plus dangereux. Mais le fait que le Front Républicain ne relève même pas cet autre aspect inacceptable du code, qui prive du droit de vote ceux qui avaient jusque-là ce droit élémentaire, montre que même en matière de droit démocratique dont il se pose en défenseur, il ne vaut guère mieux que le gouvernement. Mais rappelons-le: lors des élections de 1990, le FPI -un des partis qui composent le Front Républicain- ne s'était-il pas déjà prononcé contre le vote des "étrangers"? En supprimant ce droit, Bédié et Bombet ont satisfait la revendication du FPI. Les uns sont aussi peu soucieux des droits démocratique que les autres.

Tous les travailleurs dits "étrangers" qu'on prive d'un seul coup de droit de vote, avec la complicité de tout ce beau monde, gouvernement et opposition confondus, travaillent pourtant, produisent et enrichissent donc le pays. Ce qui n'est certainement pas le cas de ces bourgeois ivoiriens dont quelques uns se trouvent au sommet de l'Etat, qui pillent le pays et déposent leur rapine

dans les banques étrangère.

Mais cette vérité-là ne peut évidemment pas traverser les cervelles obtuses des hommes politique de la bourgeoisie. Comme quoi même la démocratie est

une chose trop précieuse pour être confiée aux "démocrates" de la bourgeoisie. Pour que les droits démocratique soient respectés dans ce pays, il faudra que les travailleurs s'en mêlent, toutes nationalité confondues.

**SECTEUR "INFORMEL" :
UN MOYEN DE SURVIE NECESSAIRE
POUR LES PAUVRES**

Il y a quelques semaines, Alassane Ouattara, a déclaré dans une interview que "l'informel est le cancer de l'économie en Afrique".

Ce que Alassane Ouattara, représentant des riches et d'autres économistes bourgeois appellent "secteur informel", c'est souvent une façon hypocrite de désigner une pratique consistant à embaucher des travailleurs qui, non seulement sont mal payés, mais ne bénéficient pas des quelques vagues mesures de protection sociale.

Chacun sait par exemple que la quasi totalité des travailleurs du bâtiment sont considérés comme faisant partie du secteur informel. Cela signifie que les employeurs peuvent se permettre de payer les manoeuvres à 1.000 FCFA par jour, de ne pas payer ni les jours fériés ni les jours de chômage. Cela permet aussi aux employeurs de priver les travailleurs de la moindre protection sociale contre la maladie et la vieillesse, et de leur refuser le droit à la retraite, etc. Dans bien d'autres secteurs -les employés de maison

en particulier- la notion de "secteur informel" couvre seulement l'arbitraire des employeurs.

Il y a aussi ceux à qui on fait croire qu'ils travaillent pour eux-mêmes, mais qui ne sont en fait que des salariés sans salaire, des salariés qui sont dans une situation très précaire et qui n'ont de quoi payer leur plat d'attiéké que le jour où ils rapportent de l'argent à leurs employeurs. C'est par exemple le cas des vendeurs de yaourts ou des vendeurs de pains dans des kiosques, etc.

Le secteur informel est aussi le plus grand marché d'emplois spontanés. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes vivent grâce aux boulots créés par eux-mêmes.

Tous ces gens à qui la société actuelle est incapable d'offrir ne serait-ce que des emplois, sont obligés de se prendre en charge eux-mêmes, s'ils ne veulent pas mourir de faim ou être marginalisés.

Grâce à leur courage et à leur initiative créatrice, ils

arrivent à survivre tant bien que mal. Sans leur travail, la société ne survivrait pas, au propre comme au figuré. Comment les travailleurs pourraient par exemple survivre avec leur salaire misérable, s'ils ne trouvaient pas à manger pour des prix défiant toute concurrence auprès des femmes -souvent leurs propres femmes- vendeuses de plat de riz-sauce ou d'attiéké ou s'ils ne trouvaient pas de quoi s'approvisionner auprès des petits marchands.

Avec son salaire mensuel, un ouvrier d'usine ne pourrait guère s'offrir plus de cinq repas dans un restaurant du plateau; et s'il faisait ses achats dans les supermarchés, il

ne pourrait même pas remplir son caddy une seule fois.

Mais les riches et les politiciens à leur service feignent d'ignorer le secteur "informel" pour n'avoir pas par exemple à prendre en compte d'éventuelles revendications des droits sociaux.

Quant aux travailleurs, qu'ils soient du secteur dit informel ou non, ils sont tous exploités d'une manière ou d'une autre. Ils ont donc tout intérêt à s'entendre et à s'unir. Faire une différence quelconque entre eux est un facteur supplémentaire de division qui ne profitera qu'à leurs exploités.

**PRIVATISATION DE LA CAISTAB
CE SERA PLUS DUR POUR LES PAYSANS**

A la suite d'un accord conclu avec la Banque mondiale, le gouvernement a décidé le mois dernier de privatiser la CAISTAB. Cette mesure de "libéraliser" la commercialisation du café et du cacao prend effet dès la prochaine campagne 1995-1996.

Ainsi, par cette mesure, le gouvernement laisse désormais les mains libres aux exportateurs privés du café et du cacao de fixer, comme ils l'entendent, les prix de ces deux produits d'exportation. Pour faire le maximum de profit, ceux-ci chercheront systématiquement à acheter aux paysans le café et le cacao aux prix bas.

Certains prétendent avec cynisme que la privatisation de

la Caistab permettra aux paysans de profiter de la hausse des cours mondiaux. Cela est vrai pour les exportateurs privés, mais évidemment pas pour les paysans qui, n'ayant pas directement accès au marché mondial, n'en tireront rien. De plus, ils n'ont aucun moyen de faire pression sur les exportateurs pour qu'ils maintiennent les prix d'achat à un niveau acceptable.

Et s'il y a baisse des cours mondiaux, ce sont encore les paysans qui en seront les principales victimes. Car les exportateurs feront tout pour garder leur marge bénéficiaire, en faisant baisser davantage les prix du café et du cacao payés aux paysans.

Il est vrai que, même quand la CAISTAB n'était pas privatisée, les paysans n'ont jamais profité de la hausse des cours mondiaux du café et du cacao. Pendant des années, l'Etat a prétendu que la différence entre les prix du marché mondial et les prix payés aux paysans était gardée par la CASTAIB pour soutenir les paysans en cas de baisse des cours mondiaux. Des milliards et des milliards de francs CFA ont été ainsi accumulés. Mais en ces temps de crise, au moment où les paysans ont le plus besoin de cet argent, on leur a dit qu'il n'y avait rien dans la CAISTAB.

Cet argent n'était pas perdu pour tout le monde, bien entendu. Sous le couvert de la CAISTAB,

des fonctionnaires de l'Etat ivoirien se sont enrichis sur le dos des paysans. Mais avant la crise économique, il y avait au moins un prix fixé par l'Etat, qui a quand même permis aux paysans de vivre. Maintenant, avec la privatisation de la commercialisation du café et du cacao, ils n'auront même plus ce même minimum de sécurité.

C'est pourquoi les paysans n'ont pas tort de craindre pour leur avenir. Les travailleurs de la campagne se font impitoyablement voler comme ceux de la ville. Les ouvriers ont donc tout intérêt à être solidaires des paysans. Car une telle solidarité se révélera nécessaire en cas d'une lutte contre leurs exploiters qui sont souvent les mêmes.

LE GOITRE, MALADIE D'UNE SOCIÉTÉ BARBARE

Le goitre, c'est cette maladie qui donne une vilaine bosse au cou. On rencontre le plus souvent ces malades à l'intérieur du pays, dans les régions éloignées de la mer. Cette maladie est provoquée par une déficience de l'organisme humain en iode.

25% de la population à l'intérieur du pays seraient atteints de cette maladie. Autrement dit, ils seraient plusieurs centaines de milliers, voire des millions! Plus grave encore: cette déficience en iode entraîne d'autres maladies telles que le crétinisme pour les enfants dont la mère est en déficience.

On apprend dans le journal "Le jour" du 1er septembre qui a consacré un article à ce sujet qu'on trouve l'iode dans le sel. Mais comble de scandale, le sel utilisé couramment par les pauvres ne contient pas de l'iode.

Que dire d'autre, à part le fait que cette société capitaliste prétendument civilisée est profondément barbare; et que tous ces bourgeois, autant qu'ils sont, qui profitent tous de cette société injuste, ne méritent pas que les travailleurs leur laissent et leurs richesses amassées crapuleusement et leur pouvoir de décider sur le sort de la société toute entière.

INCENDIE A MARCORY ZONE 4 : UN TRAVAILLEUR MORT

Un incendie s'est déclaré vers la mi-août dans une usine à Marcory. Bilan de l'incendie, un travailleur qui a voulu échapper aux flammes en escaladant le mur est tombé et mort sur le coup, un autre gravement blessé et deux usines ravagées par les incendies.

Les journaux parlent d'accident et pleurent sur le sort des propriétaires de ces usines. Alors que s'il y avait une justice dans ce pays, ces exploiters ainsi que le ministre du commerce et de l'industrie et le maire de cette commune devraient au contraire tous croupir en prison pour tout le restant de leur vie pour avoir assassiné un ouvrier et avoir mis en danger tout un quartier.

On ne peut pas utiliser un autre mot pour qualifier l'acte de ces crapules quand ont sait qu'elles se sont permises de faire fonctionner une usine en pleine ville tout en sachant qu'un tel incendie pouvait se produire à tout moment vu qu'elle utilisait des produits hautement inflammables. Aucune mesure de prévention n'a été prévue. Les

travailleurs qui ont eu la vie sauve ont dû escalader les murs de l'usine parce qu'il n'y avait aucune issue de secours.

Autre aspect dans cette affaire, c'est que les pompiers qui sont intervenus n'avaient même pas les outils appropriés pour faire face à ce genre d'incendie. Ils n'ont fait que regarder le désastre. La SIR est aussi intervenue, mais en vain. La 43eme BIMA a été interpellée mais elle a refusé d'intervenir sous quelques prétextes. Cette dernière est là, soit dit en passant, pour éteindre d'autres types de feux: la révolte des masses grâce à leur mitraille dont elle est outillée et cela pour le compte de la bourgeoisie.

Combien sont-elles à Abidjan les usines où le risque d'incendie est quasi permanent alors qu'aucune mesure de prévention ou de sécurité n'existe?

C'est toute cette société capitaliste où seul le profit compte qui est irresponsable dans son ensemble.

"COMPLEXE SPORTIF" D'ADJAME TRANSFORME EN BOUTIQUE

Pour construire un lieu de prière, ils ont trouvé et l'argent et plusieurs hectares: à savoir l'actuelle gare d'Adjame qui va devoir déménager. Mais le

complexe sportif est supprimé.

Pour le maire comme pour les autres bourgeois d'Adjame, leurs enfants à eux vont

pratiquer leur sport ailleurs dans les quartiers plus chics. C'est le dernier de leurs soucis de savoir que les jeunes d'Adjamé aient un endroit ou pas pour s'amuser.

On comprend d'autant mieux tout ça quand on sait que la seule chose qui compte dans cette société, c'est l'argent que les riches empochent sur le dos des pauvres et "l'opium du peuple",

la religion, avec lequel ils droguent ces derniers pour qu'ils acceptent cette réalité.

Mais, vous les bourgeois, attention! Un jour cette drogue ne suffira plus pour endormir les travailleurs et ce jour-là, le sport ne se pratiquera réellement plus dans des complexes sportifs mais dans la rue...

LES VOIX DE SON MAITRE

Le dimanche 3 septembre, les lieutenants d'ADO ont organisé une marche des femmes contre le code électoral. Mais c'est pourtant Djény Kobina, le secrétaire général du RDR qui a ravi la vedette à "ces amazones". Il déclara à leur place que les femmes ne veulent pas du code. "Ce que les femmes ne veulent pas, Dieu ne peut le vouloir", a-t-il précisé sans rire.

Les casquettes que Saint

Djény et ses apôtres ont fait porter à ces femmes étaient ornées de l'effigie d'ADO, (surnommé pourtant Judas par ses anciens amis du PDCI).

Si par bonheur Dieu-ADO montait au trône présidentiel après avoir béni le FMI et les milieux financiers internationaux, il fera peut-être don d'un peu de grâce...et d'un fauteuil ministériel à Saint Djény.

LE FPI REPROCHE AU PDCI DE LUI PIQUER SON "PROGRAMME DE GOUVERNEMENT"

On peut bien les croire tellement ils sont pareils. La preuve, combien sont-ils les anciens dirigeants du FPI qui sont retournés au PDCI? Et aujourd'hui voilà que ceux du RDR, des anciens du PDCI, font bloc avec ceux de l'opposition. A qui veut-on alors faire croire qu'ils sont différents? Autant dire qu'on ne serait même pas étonné de voir Gbagbo propulsé premier ministre de Bédié après

les élections prochaines! Il n'y a pas longtemps on a vu dans les journaux Simone Gbagbo en train d'embrasser Bédié alors qu'on venait de chicoter le numéro 2 du FPI. Alors franchement, tous ces gens-là n'ont aucune dignité. Même dans l'opposition, ils sont prêts à servir d'essuie-pieds ou de serpillière aux riches pour exploiter les travailleurs.

BÉDIÉ EST-IL "VIERGE" ?

C'est la question hautement politique sur laquelle l'opposition, dans les colonnes de ses journaux, a interpellé Bédié. Le débat sur cette question a été lancé par Bédié lui-même qui, lors de sa campagne électorale actuelle, aurait dit qu'il est "vierge". On doit paraît-il entendre par-là qu'il n'a jamais magouillé dans les affaires.

Si une prostituée qui a travaillé durant 30 ans dans un

bordel venait nous dire qu'elle était encore vierge, qui la croirait? Attention! nous ne prétendons surtout pas prononcer sur la "virginité" de Bédié! Comme tout le monde, nous savons seulement qu'il est dans les affaires...de l'Etat depuis les années 70 et qu'il est devenu milliardaire. Et puis, une certaine expérience de la vie enseigne à quiconque qu'une prostituée qui, après trente ans passés dans un bordel, prétend être vierge, a peu de chance de dire la vérité...

**L'EMANCIPATION DES FEMMES FAIT
PARTIE INTEGRANTE DE
L'EMANCIPATION DE LA SOCIÉTÉ
TOUTE ENTIÈRE**

Du 4 au 15 septembre se tient à Pékin la quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes. A cette occasion chaque Etat va envoyer en Chine sa délégation pour y discuter des problèmes liés aux conditions de la femme. Parallèlement à cette conférence entre les délégations des Etats membres de l'ONU une autre conférence se tiendra toujours sous l'égide de l'ONU, à 50 km de Pékin, regroupant des organisations féminines non gouvernementales. Au total il y aura, dit-on, plus de quarante mille femmes venues de par le monde pour participer à ces colloques d'où ressortira "une plate-forme d'action", comme l'ONU le fait habituellement à chacune de ces conférences mondiales.

Il n'y aura pas grand-chose à attendre de cette grande Kermesse mondiale tout comme il n'est rien sorti des trois précédentes conférences du même type. D'ailleurs, avant même que la conférence ne commence, le gouvernement chinois a donné le ton en refusant le visa d'entrée en Chine à un certain nombre d'associations féminines non gouvernementales (comme celle des femmes iraniennes contre la charia) pour faire plaisir à certains Etats qui ne veulent pas qu'on aborde des sujets allant à l'encontre de leurs politiques à l'égard des femmes, comme plus généralement à l'égard des droits démocratiques.

D'ailleurs pour éviter tout

débordement de cette conférence dans les rues de Pékin, le gouvernement chinois a choisi exprès de tenir la conférence des organisations non gouvernementales à l'écart de la capitale, à 50 km de là. Il a peur que des organisations féministes dénoncent dans les rues de Pékin le non respect des droits de la femme en Chine, notamment sa politique autoritaire de limitation des naissances (limitées à un enfant par couple), ses pratiques de stérilisation et d'avortement forcés.

Les délégations des Etats africains qui participeront à cette conférence mondiale vont palabrer sur la condition de la femme en Afrique. Tous ces gens-là, représentants des dictatures féroces qui bâillonnent et répriment leurs peuples se moquent bien entendu du sort des femmes. Comment ces gens-là osent-ils parler du droit des femmes, de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes alors qu'ils tolèrent (quand ils ne le pratiquent pas eux-mêmes) les coutumes barbares comme la polygamie, l'excision et toutes sortes de mutilations que subissent les femmes du continent africain?

Même dans les pays dits "modernes" de l'Occident où les femmes ont acquis un certain nombre de droits démocratiques, elles sont considérées dans les faits comme des citoyens de seconde zone. Rappelons que même la France, souvent citée comme "le pays des droits de l'homme" les femmes n'ont obtenu le droit de vote que depuis 50 ans. Aujourd'hui encore dans ce pays, à travail égal les femmes touchent en moyenne 24 % de moins que les hommes. A l'aube du 21^{ème} siècle on voit poindre dans un certain nombre de pays dits

"avancés" comme les Etats Unis ou la France un mouvement de recul par rapport aux droits acquis des femmes (comme le droit à l'avortement) sous forme de commandos anti-avortement.

La condition plus ou moins barbare des femmes dans nos pays d'Afrique est le symbole-même du retard de l'ensemble de la société actuelle dans le chemin de l'émancipation pour l'ensemble de l'humanité. Le poids de la tradition, des coutumes et des religions pèse doublement sur la femme. Ainsi par exemple l'analphabétisme touche beaucoup plus les femmes que les hommes. Elles n'ont pas droit à la culture. Souvent il arrive que dans une famille pauvre par exemple, il soit courant de sacrifier l'éducation de la jeune fille au profit de celle du garçon.

Dans le continent africain les femmes sont souvent considérées comme des esclaves qu'on peut acheter. Les travaux les plus pénibles leur sont réservés : ce sont elles qui sont chargées d'aller chercher de l'eau dans les marigots et du bois pour la cuisine, faisant parfois des dizaines de kilomètres à pied. A ces tâches il faut ajouter les travaux champêtres et domestiques qui font de la journée de la femme pauvre une dure journée de labeur et de souffrance.

Cet handicap qui pèse lourdement sur les femmes est aggravé par la misère et le sous-développement. Plus les familles sont pauvres plus les femmes subissent les contrecoups de cette pauvreté. Il est évident que la condition des femmes de la bourgeoisie africaine qui vivent dans les villas somptueuses et qui n'ont pas besoin d'aller chercher de

l'eau dans les marigots ni le bois dans la brousse est infiniment meilleure que celle des femmes du peuple même si elles subissent dans d'autres domaines le poids des traditions réactionnaires comme l'ensemble des femmes.

L'émancipation des femmes est intimement liée à l'émancipation de l'ensemble de la société. Mais dans une société fondée sur l'oppression, les inégalités et les injustices, l'humanité ne peut pas s'émanciper. C'est le cas de la société capitaliste. Il faudra radicalement changer cette société pour qu'enfin les hommes et les femmes puissent trouver les bases d'une autre société où disparaîtront toute forme d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

Cela dit, tous ceux qui aspirent à une société sans exploitation, sans oppression, doivent être solidaires des femmes qui essaient de changer

tel ou tel aspect, même partiel, du sort qui leur est fait. Ils doivent même aller au-devant, et s'élever, chaque fois que l'occasion se présente, contre les mutilations, contre la polygamie, contre le voile, c'est à dire contre toutes ces pratiques barbares, parfois physiquement, toujours moralement, car elles sont destinées à souligner et à perpétuer la condition inférieure de la femme. Ceux qui, tout en professant des idées progressistes, voire révolutionnaires, ferment les yeux devant ces pratiques ou les soutiennent au nom de la tradition ou plus grave, y obligent leur femme, leur fille; ceux-là sont au mieux aveugles, ou pire, hypocrites car le combat pour la libération de la société de l'exploitation, de l'oppression de classe, de l'oppression nationale ou raciale est en fait, inséparable du combat contre l'oppression de la femme.

LIBERIA: LE BAL DES VAMPIRES

Après avoir mis le pays à feu et à sang durant six ans, les chefs de factions rivales du Libéria se sont mis d'accord pour mettre en application leur accord de cessez-le-feu du 19 août dernier.

Un nouvel exécutif, sorte de gouvernement de transition, a été mis en place à Monrovia en attendant des élections générales prévues pour le mois d'août 1996. Les seigneurs de guerre - parmi lesquels le chef de l'ancienne "armée nationale" - se sont mis d'accord pour faire partie d'une direction collégiale. Des

émissaires spéciaux de Bill Clinton vont parrainer les prestations de serment des chefs de bande officiellement installés.

Cette tentative de paix sera le nième du genre. A supposer que les chefs de guerre s'entendent cette fois-ci, cela ne ressuscitera pas les milliers de morts.

Charles Taylor, le chef d'une des sept principales bandes armées, celui qui avait déclenché la guerre civile en décembre 1989 et qui fait partie

aujourd'hui de la petite clique dirigeante intronisée par la diplomatie internationale, vient de "demander pardon" au peuple libérien pour "ses erreurs" et les "imperfections" de ce qu'il appelle "soulèvement populaire". Il a expliqué que ce soulèvement a été, à l'époque "la dernière solution pour le peuple privé de ses droits les plus fondamentaux par un gouvernement qui utilisait la violence pour se maintenir au pouvoir".

Au moins dans ce qu'il dit de l'ancien gouvernement, il a certainement raison. Ce qui ne l'empêche pas, aujourd'hui, de s'entendre avec le chef de l'ancienne armée nationale, instrument de la répression au temps de Samuel Doe. Il faut croire qu'il ne voit pas d'inconvénients à s'entendre avec les bourreaux du peuple, lui qui s'est pourtant érigé représentant de ce dernier. Mais l'intérêt du peuple n'est pas plus dans les préoccupations de Charles Taylor, qu'il n'est dans celles des autres chefs de guerre, ou qu'il n'a été dans celles de Samuel Doe. C'est pour le pouvoir que ces gens-là se battent, et pour les possibilités d'enrichissement qui vont avec. Et de la façon la plus néfaste pour la population : en poussant la démagogie ethniste jusqu'aux extrêmes, en dressant les armes à la main les ethnies les unes contre les autres dans des affrontements sanglants fratricides et avec les bandes armées recrutées sur cette base, ils imposent leur dictature à tous, leur propre ethnie comprise.

Aucun des chefs de bandes n'ayant pu l'emporter sur les autres, la guerre aura donc duré six ans et rien ne garantit qu'elle ne durera pas encore. La terreur imposée à la population par les quelque 50.000 hommes en

armes des différentes factions, a des résultats catastrophiques pour la population. 150.000 morts et on estime que 80% de la population a dû fuir son village, la majorité vers la région de la capitale et 20% vers d'autres pays. Et comme le remarque le reporter du quotidien "Info-Soir", "les 500.000 restant... exposés à la famine et aux maladies, ont été réduits en esclavage par des combattants de tous bords ou livrés à leurs exactions : viol systématique des femmes; enrôlement forcé des enfants, pillages, destructions et tortures".

Voilà ce que Charles Taylor appelle "des erreurs" ou des "imperfections". Ses semblables et rivaux n'ont même pas éprouvé le besoin de faire semblant de "s'excuser" - ou n'ont pas le cynisme de Charles Taylor. Dans la meilleure des hypothèses donc, celle de la paix revenue dans ce pays exsangue, ce sont ces bourreaux qui vont désormais "représenter le peuple libérien" et diriger le pays...

Mais qu'ici en Côte d'Ivoire, on ne se contente pas de pitié teintée de mépris pour le peuple d'à côté. Pas seulement parce qu'il ne s'agit pas d'un autre peuple, la frontière qui passe entre les deux pays coupe souvent en deux des ethnies qui vivent aussi ici.

Mais qui peut garantir que la Côte d'Ivoire est immunisée contre cette infection dont est victime le Libéria ?

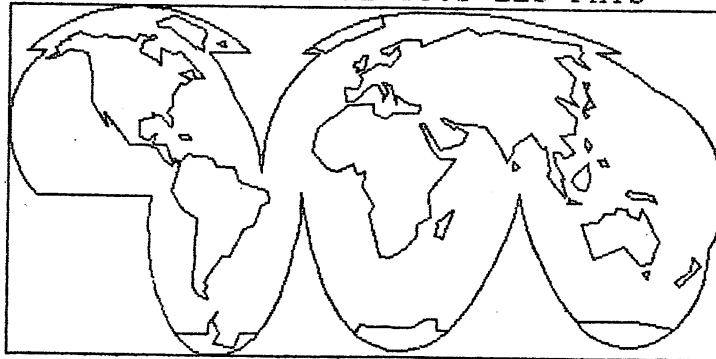
La guerre que se mènent Bédié, ADO et Gbagbo pour le pouvoir n'est heureusement pour le moment qu'une guerre verbale, une guerre d'injures. Mais elle

a déjà une coloration ethnique. Cela seul est grave, car cela crée des tensions ethniques là où il n'y en a pas, et si cela se poursuit, cela les aggravera inévitablement.

Regardons donc le Libéria,

regardons bien nos frères de là-bas, ce qui leur arrive montre notre propre avenir, si les déshérités, les classes laborieuses se laissent piéger par la démagogie nationaliste et ethniste des irresponsables en compétition pour nous gouverner!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS!

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.